

Vincent Bolloré lorgne « Le Figaro »

PAR LAURENT MAUDUIT
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 20 NOVEMBRE 2021

Après avoir conquis Canal+, CNews, Europe1, « Paris Match » ou encore « Le Journal du dimanche », Vincent Bolloré a engagé, d'après nos informations, des négociations pour prendre le contrôle du « Figaro ». Au risque de relancer les polémiques sur la concentration des médias au profit des puissances d'argent.



Vincent Bolloré à Paris, en 2015. © Eric Piermont / AFP

Dans le courant des années 1970, Robert Hersant, qui par le biais de la Socpresse contrôlait un immense empire de presse englobant *Le Figaro*, une multitude de quotidiens régionaux et des magazines, avait été baptisé par la gauche le « *papivore* », au motif que la liberté de la presse et son pluralisme étaient de plus en plus gravement menacés au fur et à mesure de ces incessantes acquisitions.

Ce sobriquet, c'est désormais celui dont on pourrait affubler Vincent Bolloré : l'empire de presse qu'il est en train de construire ne cesse de s'agrandir, faisant peser sur le droit de savoir des citoyens un danger considérable, d'autant qu'il l'arrime à la candidature d'extrême droite d'Éric Zemmour. La qualification apparaît d'autant plus appropriée que, par un surprenant clin de l'œil de l'histoire, le même Vincent Bolloré lorgne, d'après nos informations, un nouveau média, qui était précisément le navire amiral du groupe Hersant... *Le Figaro* !

Si les tractations secrètes qui ont lieu en ce moment entre Vincent Bolloré et la famille Dassault aboutissent, l'opération constituerait un nouveau séisme pour la presse française, car la boulimie de Vincent Bolloré, qui ne cesse de mettre la main sur de nouveaux médias, suscite des polémiques croissantes

et a fini par relancer le débat en France sur la concentration des principaux journaux français entre les mains de quelques puissances d'argent.



Vincent Bolloré à Paris, en 2015. © Photo Eric Piermont / AFP

Si la famille Dassault envisage de se délester du *Figaro*, c'est d'abord parce que le groupe de presse lui coûte de plus en plus cher. Selon nos informations, Charles Edelstenne, qui est le directeur général du Groupe industriel Marcel Dassault (GIMD), la holding de tête qui coiffe toutes les entités du groupe, dont sa filiale Dassault Medias (créée lors du démembrement de la Socpresse), est très agacé par les déficits cumulés du quotidien et verrait d'un bon œil de s'en séparer.

Or c'est lui qui fait la pluie et le beau temps dans le groupe. Si les rejetons de la famille Dassault assurent à tour de rôle la présidence de cette holding, il ne s'agit que d'une fonction honorifique, et le vrai patron exécutif, c'est Charles Edelstenne. Lequel s'est lui-même considérablement enrichi en pilotant les affaires de la famille Dassault puisque, **selon le magazine *Challenges***, il est désormais la 43^e fortune française avec un patrimoine personnel évalué à 3 milliards d'euros.

On ne connaît certes pas l'ampleur précise des pertes du *Figaro*, car les puissances d'argent qui ont racheté les grands titres de la presse parisienne ont la détestable habitude de ne pas publier les comptes des titres concernés. C'est aussi le cas de Dassault Medias, dont on ne trouve pas les comptes annuels au greffe du tribunal de commerce de Paris.

Pourtant, selon des sources internes, les comptes du quotidien se sont fortement dégradés au fil de ces dernières années. En 2019, les pertes auraient ainsi approché 50 millions d'euros. Et pour 2020, le montant record de 186 millions d'euros. Or, chez les Dassault, on n'aime pas cela. L'usage veut que chaque

entité du groupe s'équilibre sans que la holding de la famille ne soit obligée de remettre de l'argent au pot. Or, dans le cas présent, c'est ce qu'elle aurait été obligée de faire en apportant près de 50 millions d'euros à sa filiale déficitaire.

C'est ce qui aurait convaincu Charles Edelstenne de sortir de ce guêpier. Il serait d'autant plus convaincu de cette option que les déficits du *Figaro* ne sont pas dus qu'à l'effet de choc induit par la crise sanitaire et l'effondrement des ventes « papier », lié notamment au confinement et à la fermeture des kiosques et autres points de vente. Si *Le Figaro* se porte mal, c'est aussi parce qu'il a multiplié les choix stratégiques hasardeux au cours de ces dernières années.

En 2015, le groupe de presse a ainsi fait **l'acquisition pour près de 120 millions d'euros de la société CCM Benchmark**, spécialisée dans l'édition de sites Internet, le marketing digital ou ce que l'on appelle la publicité programmatique. Or, à l'expérience, ces activités ne sont pas rentables.

Le Figaro a aussi eu l'idée passablement biscornue d'acheter une cascade de voyagistes en pensant que cela pourrait être une source de revenus complémentaire. En 2016, le groupe a ainsi fait l'acquisition des Maisons du voyage, qu'il a **présentées dans ses propres colonnes de cette manière** : « *un tour-opérateur haut de gamme qui propose des séjours sur mesure et culturels, en Asie, en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, en Afrique et Océanie* ».

Puis, en 2017, rebelote. ***Le Figaro* triomphe en annonçant l'acquisition d'un autre voyageur** : « *Le groupe Figaro consolide sa position sur le segment du voyage sur mesure haut de gamme entrant en négociation exclusive pour le rachat de Marco Vasco, un pure player numérique. Avec cette opération, Le Figaro réaliserait un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros sur ce créneau devenant clairement le numéro deux du marché derrière Voyageurs du Monde et ses 240 millions d'euros de chiffre d'affaires sur ce seul créneau.* »

Tous les hiérarques de la rédaction sont alors priés périodiquement de participer aux croisières maison pour tenir des conférences supposées distraire les riches retraités qui ont embarqué avec eux, sur l'un des navires de luxe de la Compagnie du Ponant, propriété d'un autre milliardaire, en l'occurrence François Pinault. **On trouvera ici un exemple de ces autopublicités en faveur des « Croisières du Figaro »**, pour le modeste prix de 4 450 euros la semaine. Après avoir mis la main au portefeuille pour renflouer les comptes du *Figaro*, les riches touristes ont droit en mer à quelques conférences tenues par les éditorialistes maison, comme Alexis Brezet, ou par des journalistes de droite radicale comme Sonia Mabrouk, officiant sur Europe 1, ou encore par de pseudo-experts, telle Agnès Verdier-Molinié, qui fait des tabacs dans tous les milieux conservateurs, même si toutes les études qu'elle conduit sont vivement contestées pour leur manque de rigueur par la communauté des économistes.

Seulement voilà ! Cette diversification s'est révélée désastreuse : avec la crise sanitaire, les croisières ont été interdites et les résultats du *Figaro* ont plongé d'autant.

Si une cession du *Figaro* est envisagée, c'est aussi parce que l'attachement de la famille Dassault à ce quotidien n'est plus du tout ce qu'il était dans le passé. On se souvient ainsi que le fondateur du groupe familial, Marcel Dassault (1892-1986), adorait prendre la plume – on l'a beaucoup moqué pour cela – et signait des chroniques baptisées « Au café du commerce » dans le magazine *Jours de France* qu'il avait créé.

À sa mort, son fils, Serge Dassault (1925-2018), par ailleurs sénateur (UMP) de l'Oise, a maintenu la tradition : chaque début d'année, il signait l'éditorial du *Figaro* pour souhaiter la bonne année à ses lecteurs et leur prodiguer les conseils réactionnaires qui lui venaient à l'esprit. Chaque mois, il réunissait aussi au rond-point des Champs-Élysées, aujourd'hui dénommé Rond-Point des Champs-Élysées-Marcel-Dassault, siège historique du groupe, les éditorialistes du *Figaro*, selon un rituel immuable: il leur reprochait

d'abord, en préalable, de ne pas avoir été assez pugnaces dans la dénonciation de l'impôt de solidarité sur la fortune, avant que la conversation puisse dériver vers les autres sujets d'actualité.

Car, dans la tradition familiale, c'était bien cela l'utilité de la presse : un moyen pour les puissances d'argent de peser sur le débat public. Dans sa naïveté un peu niaise, le sénateur-patron de presse ne faisait d'ailleurs pas même l'effort de masquer ses desseins. Les « *journaux doivent diffuser des idées saines* », proclamait ainsi l'avionneur le 10 décembre 2004 sur France Inter, précisant que « *les idées de gauche ne sont pas des idées saines* ». **Comme un écho**, on entend la formule célèbre de Napoléon III – aussi niaise mais passablement inquiétante : la « *vraie morale* » doit consister à ne faire « *que des livres consolants et servant à démontrer que l'Homme est né bon et que tous les Hommes sont heureux* ».

Puis, à la mort de Serge Dassault, en 2018, Olivier Dassault a repris le flambeau, même si c'est avec moins d'entrain : lui aussi a signé les éditos du 1^{er} janvier pour souhaiter la bonne année aux lecteurs du *Figaro*. Mais quand lui-même est décédé en mars 2021 à la suite d'un accident d'hélicoptère, on a vite compris que sa disparition constituerait une rupture dans l'histoire du groupe, et que pour *Le Figaro* une nouvelle page allait s'ouvrir.

Or cette nouvelle page, c'est précisément Vincent Bolloré qui risque de l'écrire. Selon nos informations, il s'intéresse de près au *Figaro* depuis 2018, et la disparition d'Olivier Dassault a clairement ouvert pour lui une fenêtre d'opportunité. D'où l'accélération des tractations avec la famille Dassault depuis le milieu de cette année.

Dans l'histoire du capitalisme parisien, ce pourrait être l'épilogue d'une chronique annoncée. Entre les familles Bolloré et Dassault, il existe en effet des liens très anciens. Michel Bolloré, le père de Vincent, était ainsi très proche de Marcel Dassault. Et Vincent Bolloré, lui, était un ami intime d'Olivier Dassault depuis leur jeunesse. On en trouve d'ailleurs une trace sur le compte Instagram de Vincent Bolloré lui-même.

Même si ce compte est privé, ceux qui y ont accès savent qu'on y trouve une photo (*ci-dessous*) des deux amis, du temps de leur jeunesse.



Olivier Dassault et Vincent Bolloré, jeunes

La légende de l'image dit bien la proximité des deux amis : « *Mon ami de plus de 50 ans Olivier Dassault sur l'île du Loch aux Glenan* », écrit Vincent Bolloré. Située dans l'archipel des Glénan, dans le Finistère, l'île du Loc'h est la propriété de la famille Bolloré.

Même si dans les dernières années, les liens entre les deux hommes se sont un peu distendus, il n'en reste pas moins que Vincent Bolloré estime depuis au moins 2018 que *Le Figaro* fait partie de sa chasse gardée. Le décès d'Olivier Dassault l'a vraisemblablement convaincu que le moment était venu d'étudier le dossier de plus près. Par surcroît, il dispose d'un allié dans la place en la personne de Laurent Dassault, l'autre fils de Serge, dont il est très proche, et qu'il a coopté **au conseil de surveillance de Vivendi**.

Pour *Le Figaro*, ou du moins pour les hiérarques qui l'animent, le passage du journal dans la galaxie Bolloré, et son ancrage de plus en plus net à l'extrême droite, ne constituerait pas du tout un séisme, tout au contraire. Car, depuis au moins 2012, la droite radicale dispose de nombreuses entrées au sein du journal. **Comme Mediapart l'avait raconté en son temps,**

au lendemain de la défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle, Serge Dassault a poussé vers la sortie Étienne Mougeotte, qui dirigeait la rédaction, et nommé à sa place Alexis Brézet, qui a fait ses classes à *Valeurs actuelles* et qui a défendu par la suite les thèses de la droite radicale à la tête du *Figaro Magazine*.

La décision de Serge Dassault de porter Alexis Brézet ne devait rien au hasard. Réactionnaire et antilibéral, l'avionneur a toujours pris soin de garder de discrètes mais proches relations avec le Front national. A-t-il financé dans le passé Jean-Marie Le Pen ? Si le bruit en a souvent couru, les preuves n'ont jamais été fournies. Ce qui est certain, c'est que le FN de Jean-Marie Le Pen a toujours choisi de ne pas venir chasser sur les terres électorales de Serge Dassault, à Corbeil-Essonne (Essonne).

De cela, il reste une trace. En 1995, Serge Dassault avait intégré sur sa liste municipale à Corbeil plusieurs militants du Front national, et il avait fallu que la direction nationale du RPR (l'ancêtre de l'UMP, puis du parti Les Républicains) s'en inquiète pour que le sénateur fasse mine de découvrir l'appartenance politique de ses amis et recompose sa liste.



Laurent Dassault.

Cet épisode n'est d'ailleurs pas le seul. Début d'octobre 2005, lors d'une fête organisée au musée d'Orsay par Serge Dassault pour célébrer une nouvelle formule du *Figaro* (préparée par Nicolas Beytout), tous les grands patrons du CAC 40 avaient été conviés, ainsi qu'une ribambelle d'élus de droite. Et soudainement, l'assistance a été médusée en voyant arriver Jean-Marie Le Pen, accompagné de sa fille Marine, à l'époque politiquement inexistante. Quelques grands patrons ont alors préféré

s'esquiver discrètement plutôt que d'être vus en si compromettante compagnie. Ceux qui sont restés, eux, ont pu constater que Jean-Marie Le Pen et Serge Dassault avaient grand plaisir à se retrouver et étaient visiblement à tu et à toi.

Il y a donc eu pendant longtemps des passerelles entre Serge Dassault et l'extrême droite. Mais des passerelles discrètes, presque cachées. Le fait que Serge Dassault ait installé en 2012 à la tête du *Figaro* une nouvelle figure de la droite radicale a donc changé la donne. D'autant que de nombreux autres chroniqueurs, clairement ancrés à l'extrême droite comme Ivan Rioufol, deviennent à l'époque les têtes de gondole du journal et le représentent dans les débats incessants des chaînes d'info en continu.

Si l'OPA de Vincent Bolloré sur *Le Figaro* aboutit, beaucoup de ces hiérarques, qui ont déjà leur rond de serviette sur CNews, accueilleront leur nouvel actionnaire avec la satisfaction que l'on devine. On a d'autant moins de raisons d'en douter qu'Éric Zemmour est toujours lui-même salarié en CDI du *Figaro*, profitant pour l'heure d'un congé sans solde.

Si Vincent Bolloré n'a pas à craindre les réactions en interne, il risque évidemment d'en aller très différemment en dehors du journal. Car avant même que l'on découvre ses visées sur ce nouveau quotidien, la boulimie d'achats de l'homme d'affaires et les purges qu'il a organisées au sein des médias acquis par lui n'ont cessé d'alimenter ces derniers temps des polémiques de plus en plus vives.

Que l'on se souvienne des débuts de la construction de l'empire de presse par Vincent Bolloré. Il y a d'abord eu, à l'été et à l'automne 2015, la remise au pas de Canal+, avec le bâillonnement des « Guignols », l'éviction violente de la plupart des cadres et animateurs qui avaient fait le succès de la chaîne cryptée et surtout une cascade de censures, dont celle révélée par Mediapart : la censure du documentaire sur les systèmes d'évasion fiscale du Crédit mutuel, dont le PDG de l'époque, Michel Lucas (1939-2018), était un intime de Vincent Bolloré (*lire «À Canal +, Vincent Bolloré censure un documentaire sur le Crédit mutuel»*).

Il y a eu à la même époque, au début de septembre 2015, la promotion à la tête d'iTélé, en qualité de directeur de la rédaction, d'un jeune homme proche de Vincent Bolloré, Guillaume Zeller, petit-fils d'André Zeller (1898#1979), le général putschiste de la guerre d'Algérie ; lequel Guillaume Zeller était lui-même proche de la droite radicale.

Organisant une véritable purge au sein d'iTélé, avant qu'elle ne se transforme en CNews, il y a promu tous les chroniqueurs d'extrême droite ou de droite radicale possibles et imaginables, y installant des figures de *Valeurs actuelles*, et a bien évidemment enrôlé Éric Zemmour dans l'aventure. Au fil des mois, la chaîne est ainsi devenue la chambre d'écho permanente de tous les débats les plus rances et s'est transformée en instrument de propagande du chroniqueur quand il a engagé sa précampagne présidentielle.

Puis, par la suite, c'est ce même maillage que Vincent Bolloré a poursuivi quand, montant au capital du groupe Lagardère, **il a d'abord mis la main sur son premier joyau, Europe 1**, et a arrimé la station à la chaîne CNews, avec des animateurs et des émissions communs, renforçant d'autant le matraquage de l'empire de presse et son entreprise de fascisation des esprits. Et Vincent Bolloré a continué sur sa lancée, **comme nous l'avons aussi chroniqué**, en plaçant des obligés proches de ses propres idées aux commandes du *JDD* et de *Paris Match*.

Même si le naufrage de la presse a commencé depuis bien avant, il y a donc quelque chose d'inédit dans l'entreprise engagée par le patron du groupe Bolloré. C'est en effet la toute première fois, en tout cas dans l'histoire récente, qu'un groupe de presse aussi puissant, disposant d'une force de frappe aussi considérable avec l'agence Havas ou le géant de la communication Vivendi, sans parler des deux géants de l'édition que sont Hachette et Editis, est asservi pour mener la précampagne présidentielle d'un candidat, lequel prône de surcroît des idées xénophobes ou de guerre civile.

S'il aboutit, le rachat du *Figaro* par Bolloré pourrait donc être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, et imposer la question de la concentration des médias comme un sujet majeur de la campagne présidentielle.

Même s'il est maintenant en guerre ouverte avec Emmanuel Macron, lequel essaie en riposte de favoriser le rachat de M6 par TF1, Vincent Bolloré n'a sans doute pas grand-chose à craindre du pouvoir. Ce dernier a en effet demandé à l'Inspection générale des finances et à l'Inspection générale des affaires culturelles de conduire une étude sur la concentration des médias.

Mais, **comme Mediapart l'a raconté**, la mission confiée par le gouvernement à ces deux corps d'inspection est très circonscrite : *« Cette mission ne porte donc pas sur la régulation concurrentielle des médias, même si cette régulation est l'un des éléments du contexte à partir duquel elle devra développer son analyse – elle veillera à cet égard à ce que ses travaux n'interfèrent pas avec l'examen au titre du droit de la concurrence de projets de concentration en cours – mais exclusivement sur les outils spécifiques et complémentaires de régulation relevant de l'objectif constitutionnel susmentionné, et leur devenir »*, indique la lettre de mission.

La consigne de laisser-faire vaut donc clairement pour le rachat de M6 par TF1, mais cela crée une jurisprudence dont Vincent Bolloré pourrait se prévaloir pour son raid sur *Le Figaro*.

Il n'empêche ! Même s'il y a une logique à ce que Vincent Bolloré, voulant instrumentaliser son groupe de presse au profit de la candidature d'extrême droite d'Éric Zemmour, prenne le contrôle du *Figaro*, dont le même Éric Zemmour est l'une des grandes figures, cela finit par indigner même les plus modérés : quand donc un coup d'arrêt sera-t-il donné à cette interminable concentration des médias entre les mains de quelques milliardaires ?

Interrogé par Mediapart, le conseil en communication de Vincent Bolloré n'avait pas souhaité répondre à nos questions, pas plus que Laurent Dassault (voir notre « boîte noire » sous l'article). Quelques heures après la mise en ligne de notre enquête, Rudi Roussillon,

conseiller du Groupe Dassault pour les activités de presse et de communication a fait ce commentaire à l'agence Reuters : « *C'est une intox totale. Il n'a jamais été question de se séparer du Figaro* ». La dépêche Reuters (**consultable ici**) ajoute : « *Un porte-parole de Vincent Bolloré s'est refusé à tout commentaire* »

Boite noire

Pour conduire cette enquête, Mediapart a voulu entrer en contact avec le chargé de communication de Vincent Bolloré, qui n'est pas revenu vers nous. Nous avons joint par SMS Arnaud de Puyfontaine, qui est le président du directoire de Vivendi et l'un des

principaux bras droits de Vincent Bolloré. En réponse, le responsable de la communication de Vivendi nous a fait savoir qu'il n'avait aucun commentaire à faire. Ce responsable nous a tout de même dit qu'il savait que *Le Figaro* était à vendre. Nous avons aussi joint par SMS Laurent Dassault, en lui expliquant que nous nous intéressions à l'avenir du *Figaro*, mais il n'est pas revenu vers nous.

Quelques heures après la mise en ligne de cet article, nous y avons ajouté un ultime paragraphe pour faire état du démenti de Rudi Roussillon, conseiller du Groupe Dassault pour les activités de presse et de communication.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.